



Pierre Moreau  
Député de Châteauguay  
Leader parlementaire de l'opposition officielle

Québec, le 7 février 2014

Monsieur Jacques Chagnon  
Président de l'Assemblée nationale  
1045, des Parlementaires, 1<sup>er</sup> étage  
Bureau 1.30  
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

La présente fait suite à la lettre que vous adressait le 5 février dernier le leader du gouvernement au sujet de la transmission des mémoires dans le cadre de la consultation générale en cours à l'égard du projet de loi n° 60, Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement. Vous me permettrez d'emblée de souligner que c'est avec grand étonnement que j'ai pris connaissance de la problématique évoquée par mon collègue alors que la suggestion proposée pour y remédier l'est encore davantage.

En matière de respect des règles encadrant les débats parlementaires, le gouvernement péquiste devrait avoir honte! D'une part, vous avez été appelé, au début de la nouvelle Législature, à servir un avertissement à ce gouvernement sur le tout premier geste parlementaire qu'il a posé alors qu'il distribuait le discours d'ouverture de la première ministre aux journalistes de la Tribune de la presse avant même qu'il ne soit lu devant les membres de l'Assemblée nationale.

12

Hôtel du Parlement  
1045, rue des Parlementaires  
Bureau 2.157  
Québec (Québec) G1A 1A4  
Téléphone : 418 643-1275  
Télécopieur : 418 643-2514

[pierre.moreau-chat@assnat.qc.ca](mailto:pierre.moreau-chat@assnat.qc.ca)

Bureau de circonscription  
233, boul. Saint-Jean-Baptiste  
Bureau 98  
Châteauguay (Québec) J6K 3C3  
Téléphone : 450 699-4136  
Télécopieur : 450 699-9056

D'autre part, sur le sujet même de la Charte soulevé par le Leader du gouvernement, le ministre responsable a lui-même orchestré des « coulages » systématiques dans les médias du contenu de la Charte tout au long de l'automne jusqu'à sa présentation à l'Assemblée nationale. Pourtant une jurisprudence constante de la présidence que le leader du gouvernement ne peut ignorer prévoit que « *...lorsque des mesures qu'entend prendre le gouvernement prennent la forme d'un projet de loi, il importe que les députés soient les premiers informés des détails du contenu de ce projet de loi. Il en va du respect du rôle du législateur* ». Pourtant, je n'ai pas entendu mon collègue se formaliser de ces « coulages » qui sans doute avaient pour objectif de servir sa cause.

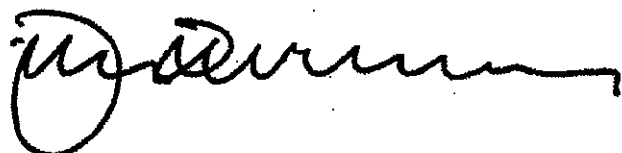
Aujourd'hui, le leader du gouvernement préconise, pour contrer le « coulage », d'en organiser un généralisé et systématique. Quelle trouvaille! D'une part, il s'offusque de voir nos règles bafouées et, pour y remédier, nous suggère de consentir à les violer. Marché de dupe!

Soyons clairs, bien que nous ne cautionnions d'aucune façon que certains mémoires aient pu être transmis aux médias avant leur présentation en commission, nous ne souscrivons pas à la solution proposée par notre collègue. Nous sommes d'avis qu'il s'agit de cas isolés et la situation présente ne nous apparaît pas nécessiter le recours à des mesures qui viendraient contourner le processus normal des consultations en cours devant la Commission et créer ainsi un précédent.

Nous croyons également que cette proposition n'a pour objectif que de mettre de la pression sur certains organismes ou individus afin qu'ils adhèrent au processus partisan et électoraliste que suggère le gouvernement.

Nous sommes par ailleurs disposés, si le président de la Commission le juge à propos, à ce qu'une communication soit faite aux groupes et personnes qui n'ont pas encore été entendus en Commission, afin de leur rappeler les règles régissant nos travaux.

Veuillez accepter, Monsieur le Président, mes meilleures salutations.



Pierre Moreau  
Leader de l'opposition officielle

- C. C. Michel Bonsaint, secrétaire général de l'Assemblée nationale  
M. Luc Ferland, président de la Commission des institutions  
M. Paul Journet, président de la tribune de la presse  
M. Stéphane Bédard, leader du gouvernement  
M. Gérard Deltell, leader du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition  
M. Daniel Ratthé, député de Blainville



Le Président

Le 11 février 2014

Monsieur Pierre Moreau  
Leader parlementaire de l'opposition officielle  
Hôtel du Parlement  
1045, rue des Parlementaires  
2<sup>e</sup> étage, bureau 2.157  
Québec (Québec) G1A 1A4

  
Monsieur le Leader parlementaire de l'opposition officielle,

J'accuse réception de votre correspondance du 7 février 2014 concernant la divulgation des mémoires du projet de loi n° 60, *Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement*.

Je vous assure que le président de la Commission des institutions, qui reçoit une copie de la présente lettre, saura faire le suivi approprié quant à la demande du leader du gouvernement à l'effet de rendre publics tous les mémoires reçus dans le cadre de la consultation générale sur le projet de loi n° 60. En effet, une telle décision relève de la compétence des membres de la Commission des institutions.

Veuillez agréer, Monsieur le Leader parlementaire de l'opposition officielle, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

  
JACQUES CHAGNON

c. c. M. Michel Bonsaint, secrétaire général  
M. Luc Ferland, président de la Commission des institutions  
M. Paul Journet, président de la tribune de la presse  
M. Stéphane Bédard, leader parlementaire du gouvernement  
M. Gérard Deltell, leader parlementaire du deuxième groupe d'opposition  
M. Daniel Rathé, député de Blainville

Hôtel du Parlement  
1045, rue des Parlementaires  
Bureau 1.30  
Québec (Québec) G1A 1A4  
Téléphone : 418 643-2820  
Télécopieur : 418 643-3423